

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Nicaragua-Qui-avait-interet-a-tuer-le-journaliste-et-ex-camarade-de-Daniel-Ortega>

-Nicaragua-Qui avait intérêt à tuer le journaliste et ex-camarade de Daniel Ortega ?

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -
Date de mise en ligne : lundi 16 février 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Abattu en pleine rue, le journaliste et ex-militant sandiniste Carlos Guadamuz était connu pour ses critiques contre le chef de l'opposition de gauche.

Por Benito Perez

[Le Courier](#), 12 Février 2004

Un coup de tonnerre ! L'assassinat en pleine rue, mardi à Managua, du célèbre journaliste Carlos Guadamuz a choqué les Nicaraguayens, leur rappelant les sombres heures du règne de la famille Somoza (1936-1979). Militant historique de la gauche nicaraguayenne, M.Guadamuz a été abattu de plusieurs balles tirées à bout portant, alors qu'il arrivait dans les locaux de Canal23 pour son émission télévisée quotidienne. Ces dernières années, le journaliste s'était signalé par ses virulentes attaques contre son ex-camarade Daniel Ortega, leader de l'opposition et chef du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), avec lequel le journaliste avait rompu en 1996. A en croire les premières fuites judiciaires, l'assassin, qui a pu être maîtrisé, aurait agi seul par « idéal révolutionnaire ».

De son côté, la famille du journaliste a publiquement accusé l'ancien président sandiniste d'être à l'origine du crime. Accusation partiellement relayée par le chef des libéraux, qui parle d'un « règlement de compte entre sandinistes ». Actif opposant à la dictature d'Anastasio Somoza (1967-1979), Carlos Guadamuz a longtemps fait figure de fidèle d'entre les fidèles de Daniel Ortega. Le côtoyant dès son adolescence chez les Jeunes patriotes, il finit même par partager la cellule du futur président durant les années 1970. Arrivé au pouvoir après le renversement du dernier caudillo, Daniel Ortega nomme « son frère » de lutte à la tête de la radio publique « Voz de Nicaragua ». En 1990, après la défaite de la gauche dans les urnes, Carlos Guadamuz suit Daniel Ortega dans l'opposition et lance la station sandiniste « Radio Ya ».

DIVISIONS INTERNES

La fracture entre les deux hommes survient au milieu des années 1990, lorsque les querelles de pouvoir et idéologiques font éclater le FSLN en divers groupes dissidents. En 1996, Carlos Guadamuz échoue à conquérir la mairie de la capitale Managua et accuse son camarade Ortega de trahison. C'est le début de la rupture. Trois ans plus tard, il perd le contrôle de « sa » station de radio, puis est exclu, en 2000, du FSLN « canal historique ».

Depuis lors, M.Guadamuz menait une campagne systématique de dénonciation des travers de la direction sandiniste, polémiquant régulièrement dans ses diverses émissions de radio et de télévision. Il y a peu, le journaliste avait vigoureusement critiqué le futur candidat du FSLN à la mairie de Managua, Dionisio Marenco, et mis en exergue les basses manoeuvres de l'appareil du parti dans les ennuis judiciaires du dissident sandiniste Henry Ruiz, le fameux Comandante Modesto. M.Guadamuz avait aussi annoncé avoir reçu des menaces de mort et indiqué son intention de publier un livre-révélation sur les « secrets de Daniel Ortega ».

RÈGLEMENT DE COMPTES ?

Immédiatement après le décès du journaliste, l'un de ses fils a affirmé à une chaîne de télévision que « le principal suspect de l'assassinat ne peut être que l'ex-président Daniel Ortega ». Il a rappelé les menaces de mort anonymes reçues par son père et les pressions constantes de la part des dirigeants sandinistes.

Le chef du groupe parlementaire libéral a donné foi à cette accusation. Dans La Prensa, Enrique Quiñónez s'est dit convaincu que le meurtre est « un règlement de comptes politique (...) planifié par des sandinistes ».

Dans leurs éditions d'hier, plusieurs journaux proches du pouvoir affirmaient, « de source officieuse », que le meurtrier serait un ancien membre du Ministère de l'intérieur de l'époque sandiniste, tombé dans la marginalité depuis sa « désertion » en 1987.

La réplique sandiniste n'a pas tardé. Dans La Trichera, l'historique commandant Tomás Borge a admis que le crime pouvait avoir un caractère « politique », mais son seul but serait alors de discréditer le FSLN.

A n'en pas douter, la polémique n'a pas fini d'alimenter les colonnes des journaux, à neuf mois d'importantes élections municipales, où libéraux et sandinistes devraient se partager les faveurs populaires. Fondées ou pas, les accusations ont déjà eu un effet : faire oublier l'initiative parlementaire prise ce même mardi par... Enrique Quiñónez en vue d'amnistier l'ex-président (1997-2001) et grand blanchisseur d'argent sale, le libéral Arnoldo Aleman.